

LA FORCE DE LA PAIX



Volume 2 - N° 038

Août 2009



Avançons sur la route de la paix

CÔTE D'IVOIRE

Éditorial

LA NECESSITE D'UN ENVIRONNEMENT APAISE

L'opération électorale en ce mois d'août aura été marquée par le traitement de données issues de l'identification de la population et de recensement électorale. Etape importante pour la confection d'une liste électorale provisoire de qualité et fiable.

Cette opération, que certains qualifient de travail de fourmi, a demandé patience et minutie car à terme, elle pourrait par son contenu permettre d'avoir un traitement du contentieux relativement serein.

L'opération d'identification de la population et de recensement électorale qui a permis d'enrôler 6 500 000 personnes a peut être été plus longue que prévu mais, le traitement des données permet de constater un taux infime de doublons, ce qui est un élément satisfaisant pour la suite de l'opération.

Le processus électoral en Côte d'Ivoire est sur les rails et l'opération de traitement des données, n'a pas été de tout repos. Comme dans tout processus de sortie de crise, quelques grains de sable ont enrayé la machine par moment mais, la volonté d'aller de l'avant a pris le dessus.

L'ensemble de la communauté internationale a salué l'annonce par la Commission Electorale Indépendante le 26 août, de l'ouverture du dépôt des candidatures pour la présidentielle du 29 novembre 2009.

Cette annonce correspondant aux dispositions des accords précédents, l'Accord de Linas Marcoussis mais également, le code électoral ».

La CEI a précisé que les intéressés avaient jusqu'au 16 octobre pour fournir les dossiers afférant à leur

volonté de briguer la magistrature suprême.

Le mois d'août a aussi été marqué par la mission sur le terrain effectuée par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Y.J. Choi. Il a entrepris un périple à travers la Côte d'Ivoire du 19 au 21 août 2009.

Dans les villes de Bouaké, de Séguéla, de Daloa, d'Issia et de San Pedro. Le numéro 1 de l'ONUCI saisi cette opportunité pour visiter certains sites de cantonnement à réhabiliter pour accueillir les éléments FAFN désireux de rejoindre l'Armée et appelés Volontaires pour l'Armée Nouvelle (VAN).

En soutien au gouvernement ivoirien, il a annoncé que l'ONUCI appuierait ce volet militaire à hauteur de 500 millions de CFA.

L'aspect électoral n'a pas été occulté lors de ce déplacement. En effet, M. Choi a pu mesurer l'état d'avancement du traitement des fichiers issus de l'opération d'identification et de recensement électoral en se rendant dans certains centres de coordination.

Sur ce volet, l'évaluation de l'initiative des « 1000 microprojets » par M. Choi lui a permis de réaliser que des progrès conséquents avaient été faits par les bénéficiaires de cette opération et ce, un an après son lancement.

Pour rappel, ces microprojets s'adressent principalement aux ex-combattants, ex-miliciens, aux jeunes à risques et aux femmes affectées par le conflit.

L'ONUCI a poursuivi son appui aux populations de Côte d'Ivoire à travers

des séminaires de formations ciblés. Des agents de police des départements de Daoukro et de Dimbokro ont par exemple été formés sur « droits de l'homme et l'application des lois » par la Division des Droits de l'Homme de la mission.

La reconstruction d'un pays en sortie de crise, la recherche de l'équité, la fin de l'impunité passent également par une meilleure connaissance des Droits de l'homme par ceux qui ont à charge la sécurité de la population.

De façon générale, de nombreux progrès sont perceptibles concernant le processus électoral même si des défis demeurent. L'attente de la publication de la liste électorale provisoire n'a pas empêché le Gouvernement d'anticiper sur l'étape suivante par l'organisation à Yamoussoukro d'un séminaire sur « le contentieux de l'inscription sur la liste électorale » destiné aux magistrats et greffiers.

La maîtrise de cette étape par ce corps est importante au regard du rôle qu'il aura à jouer en second ressort durant le contentieux.

Des étapes clés sont attendues tant par la communauté nationale qu'internationale et les autorités compétentes doivent prendre les mesures appropriées pour que des solutions idoines soient trouvées aux problèmes qui pourraient mettre à mal le processus électoral.

La toile de fond de toutes ses activités doit être un environnement électoral apaisé, socle d'une paix durable.

Y.J. CHOI AU SUJET DES MILLE MICROPROJETS : “LE BILAN EST ENCOURAGEANT”



Le RSSG Y.J. Choi © UN / ONUCI

Dans un entretien accordé à ONUCI FM, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi, fait le bilan de sa visite de quatre jours dans cinq localités du pays. La visite visait à évaluer le Programme des Mille Microprojets et faire l'état des lieux de l'opération de traitement des données de l'identification et du recensement électoral.

ONUFI-FM : Un an après, quelle évaluation peut-on faire des mille microprojets ?

Y.J. CHOI : Quand nous avons commencé l'opération des 1000 microprojets, il y a un an, nous avions deux objectifs. Le but principal était d'assister et d'apaiser le climat électoral. Le deuxième but de notre opération était d'assister les ex-combattants, les milices, les jeunes à risques, les femmes affectées par le conflit à trouver du travail et dessiner leur futur.

ONUFI-FM : Avez-vous eu le sentiment, lors de cette visite d'évaluation, que l'objectif principal a été atteint ?

Y.J. CHOI : Nous avons monté à ce jour, 525 microprojets. Nous croyons que nous avons réussi à apaiser le climat et le bilan est assez positif.

ONUFI-FM : Quels sont, donc, les projets qui ont connu un succès et qu'est-ce qui doit être amélioré ?

Y.J. CHOI : Les projets qui ont bien marché, je crois que ce sont les deux projets de lavage auto à San Pedro. Et la jeunesse qui a monté ce projet était très

positive. Au lieu de demander encore de l'assistance supplémentaire, ils ont dit : « Nous avons réussi dans notre projet. Merci beaucoup, mais il faut penser aux autres ! ». Les projets tels que la vente de riz en détail, la mécanique auto combinée avec la vente de pièces détachées, sont des projets qui ont bien réussi. Nous avons constaté aussi des réussites des usines de fabrication de savon. Par contre, il y a des projets qui ont besoin d'être améliorés, tels que les maraîchages, les rizicultures, les élevages de mouton ainsi que les poulaillers.

ONUFI-FM : Après la visite des centres de coordination dans les différentes localités. Quel est votre constat ?

Y.J. CHOI : Vous savez, c'est une entreprise très complexe, au niveau national. Il faut commencer à temps. Mais surtout, il faut terminer à temps, en même temps, dans tous les 70 centres pour qu'on puisse avoir la liste électorale provisoire. Donc le défi pour nous, c'est comment harmoniser les centres qui ont presque terminé le travail et les centres qui n'ont pas encore terminé le travail. Donc je vais discuter avec les autorités. Il nous faut retourner à Abidjan. Il y a des centres tels que Bouaké qui ont pratiquement terminé leur travail. La numérisation est terminée il y a déjà deux semaines. Le dédoublement aussi est presque terminé.

ONUFI-FM : Le dysfonctionnement de certains centres de coordination ne pourrait-il pas constituer un frein pour la suite du processus électoral ?

Y.J. CHOI : Vous savez que notre mandat, ce n'est pas d'organiser ou de planifier les élections. Donc cette question, je crois, doit être répondue par la Commission Electorale Indépendante, qui est l'autorité compétente. Nous nous concentrons sur comment assister d'une façon efficace l'organisation des élections et minimiser le retard.

ONUFI-FM : 500 millions de FCFA seront débloqués pour la réhabilitation des sites de cantonnement de Bouaké, Séguéla, Man et Korhogo. En le faisant, l'ONUFI veut-il donner un coup d'accélérateur au processus de désarmement ?

Y.J. CHOI : C'est une demande des autorités ivoiriennes pour assister l'aménagement des sites. Nous avons consulté les bailleurs de fond ainsi que les autorités ivoiriennes. Tout le monde était d'accord pour qu'on dégage à peu près 500 millions de FCFA du panier de fonds pour l'aménagement des quatre sites de cantonnement.

ONUFI-FM : Le Ministre de la Défense, Michel Amani, a déclaré récemment que le désarmement prendrait plus de temps que prévu. L'Etat ivoirien n'a pas les moyens pour le paiement des 500 000 FCFA des ex-combattants et miliciens comme l'indique l'accord de Ouaga IV. Alors, selon vous, est-ce juste une question technique ou politique ?

Y.J. CHOI : Ouaga IV, c'est entre les mains du gouvernement ivoirien. Nous avons fait une conférence de presse à l'ONUFI. Nous avons aussi expliqué au Conseil de Sécurité au mois de juillet. En ce moment-là, le défi le plus immédiat, c'est un défi non politique, plutôt logistique, de nature lié à la gestion. Nous verrons au mois de septembre. Je répète encore une fois, septembre sera le moment décisif, et même, l'heure de vérité. Comment on va [harmoniser] l'état de progrès de Ouaga IV avec le processus électoral. Ensuite, il faut aussi faire un état des lieux des progrès en ce qui concerne la liste électorale provisoire et définitive, décisive pour l'élection présidentielle. Donc, il faut attendre le mois de septembre pour savoir plus clairement où est-ce qu'on en est dans le processus électoral.

ONUFI-FM : Pour clore cet entretien, que retenir grosso modo de cette visite d'évaluation de 4 jours sur le terrain ?

Y.J. CHOI : Le bilan y est encourageant et en même temps mixte, sur le plan électoral. Donc il faut harmoniser les décalages sur le plan de la réunification. Bonne nouvelle : nous avons sécurisé 500 millions de FCFA du panier de fonds. Du côté des défis, comment relever le défi logistique ? Sur le plan des microprojets, c'est la même chose. Il y a des projets qui ont bien réussi et des projets qui ont encore besoin d'être améliorés.

Boni Kabié et Parfait Kouassi

LE CHEF DE L'ONUCI AU CONTACT DES MICROPROJETS SUR LE TERRAIN

Du 18 au 21 août 2009, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies s'est rendu sur le site de plusieurs microprojets à l'intérieur du pays. Sa tournée s'est achevée à San Pedro où il a visité quatre microprojets déjà bouclés.

Au quartier Lac, M. Choi s'est rendu à une station de lavage auto, initiée en mai 2009 et financée conjointement par l'ONUCI et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il a eu des échanges avec les dix bénéficiaires dont deux femmes, sur la rentabilité du projet.

Les jeunes ont indiqué qu'avec un taux de lavage de 20 à 30 voitures par jour, ils parvenaient à réaliser un chiffre d'affaire, qui permettait à chacun d'entre eux de recevoir en moyenne un salaire mensuel de 36 000 FCFA

Poursuivant sa visite, le chef de la Mission a fait une halte à une seconde station de lavage auto, au quartier Seweke. Le projet, financé par l'ONUCI et également débuté en mai 2009, regroupe quinze jeunes à risques.

En présentant le projet, le responsable, Kla Nicholas, a montré la rentabilité de leur affaire. « Nous réalisons un chiffre d'affaire de 750 000 CFA par mois et chacun de nous gagne mensuellement 43 000 FCA », a-t-il expliqué. Il a exprimé sa gratitude au Représentant spécial qui, a-t-il indiqué, apporte une aide appréciable aux jeunes de Côte d'Ivoire. « Grâce à ce lavage, je peux désormais me prendre en charge », a-t-il souligné avant de dire son souhait de voir augmenter les projets dans la région de San-Pedro.



Le RSSG Choi visitant un jardin de culture maraîcher à San Pedro © UN / ONUCI

et les a encouragés à continuer sur cette voie.

Dans le village de Poro, à 3 kilomètres de San Pedro, le Représentant spécial a visité un projet maraîcher et un projet d'élevage de poulets. Le projet maraîcher, débuté en janvier 2009, est doté d'un financement de 3 millions de francs CFA de l'ONUCI. Il regroupe 15 femmes et un homme. Mlle Kla, responsable de ce projet, a expliqué qu'après quelques problèmes rencontrés, notamment le château d'eau non fonctionnel, les premières récoltes avaient permis à chacun des membres de recevoir 40 mille francs Cfa. « Ce résultat obtenu a été réalisé sur moins de la moitié d'un hectare de superficie attribuée », a-t-elle poursuivi. Estimant que le résultat était satisfaisant, M. Choi a souhaité que le système d'irrigation soit véritablement fonctionnel et productif afin d'obtenir des résultats susceptibles de motiver les bailleurs de fonds à financer encore plus de projets maraîchers

M. Choi a ensuite visité le projet d'élevage de poulets, dont bénéficient 12 jeunes à risques. Le responsable du projet, Dodié Patrick, a expliqué qu'après avoir réalisé un chiffre d'aff-

aires de 800 000 FCFA et vendu 2000 poulets, les jeunes, au lieu de se partager les bénéfices ont préféré utiliser les profits pour la construction d'un nouveau poulailler. M. Dodié a sollicité auprès du chef de l'ONUCI, des fonds pour l'achat de poussins ainsi que du matériel pour rendre le nouveau poulailler fonctionnel. M. Choi a promis de leur faire non pas un don mais un prêt d'un million six cent mille francs Cfa à rembourser sur un an.

Le Représentant spécial a encouragé l'attitude des jeunes à risque à San Pedro dans la mesure où, satisfaits, ils ont sollicité plus d'aide afin d'étendre les bienfaits des microprojets à d'autres jeunes à risques.

Les 1000 microprojets, dotés de 4 millions de dollars (US \$ 4,000,000) représentent une initiative pilote de réinsertion lancée en août 2008 par le Chef de l'ONUCI et financés par le Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies, dans le cadre de l'appui au programme de réinsertion des ex-combattants du gouvernement ivoirien.

L'ONUCI ET L'IRC SOUTIENNENT LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES DANS L'OUEST



L'ONUCI et l'IRC sont solidaires de la cause des femmes © UN / ONUCI

L'*Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) en collaboration avec International Rescue Committee (IRC), a organisé le 21 août, une grande manifestation d'hommage aux femmes de Lokosso, situé à 17 km au Sud-ouest de Duekoué.*

L'événement était une célébration différée de la fête des mères, en vue de rendre hommage aux femmes de Lokosso pour leur mobilisation exemplaire dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Souvent victimes de

mauvais traitements de la part de leurs conjoints, elles avaient entrepris plusieurs actions pour dénoncer les coupables.

Le 10 février 2009, elles avaient organisé une marche d'indignation à Duekoué, suite au décès d'une des leurs, occasionné par des blessures infligées par son mari. Les femmes avaient également installé des comités de surveillance et de rapportage des violences faites aux femmes dans des villages. Par ailleurs, elles se sont engagées dans des activités de sensi-

bilisation.

Lors de la manifestation d'hommage, l'ONUCI, à travers son bureau de l'Information Publique, a exprimé sa solidarité avec les femmes de Lokosso et les a exhortées à étendre leurs actions à la sensibilisation pour des élections apaisées. De même, la division des Droits de l'homme de l'ONUCI a sensibilisé ces femmes sur des sujets tels que la discrimination contre la jeune fille dans la scolarisation des enfants, la participation des femmes à la vie publique et les inconvénients du mariage forcé et de l'excision.

L'Ong IRC, principale initiatrice de l'événement, a encouragé les femmes, en leur offrant des présents, afin qu'elles poursuivent le combat contre les violences faites aux femmes dans cette région du pays.

L'ONUCI, dans le cadre de ses activités de promotion des droits de la femme, organise plusieurs activités de sensibilisation avec L'IRC à Lokosso, village réputé pour sa pratique généralisée des mutilations génitales féminines.



Une vue d'ensemble des membres d'un comité de surveillance © UN / ONUCI

Joseph Wabatinga

L'ONUCI RÉALISE DES PROJETS À IMPACT RAPIDE POUR LE BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS

L'*Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a financé, en août, plusieurs projets à impact rapide pour lutter contre la pauvreté et contribuer au bien-être des populations bénéficiaires. La mission a offert deux broyeuses à des femmes à Touba et à Ferké et a financé la construction d'un forage d'eau potable à la prison de Daloa.*

L'ONUCI réalise des projets visant à contribuer à la lutte contre la pauvreté des populations affectées par la crise. En août, elle a offert une machine mixte, décortiqueuse-broyeuse, aux femmes de Kouroukoro dans la commune de Touba (Nord-Ouest). Elle a aussi offert une broyeuse de céréales et de tubercules aux femmes de Ferkessedougou (Nord).

Ces projets, d'un coût de plus de 4 millions FCFA chacun, sont destinés à

réduire les souffrances des femmes bénéficiaires, à augmenter leurs revenus et à renforcer leur autonomie financière. Les projets de dons d'équipement de transformation des produits agro-alimentaires ont l'avantage de favoriser le rapprochement des femmes de différentes communautés et de renforcer la cohésion sociale.

Droit à l'eau potable

Certains des projets financés par la mission visent à favoriser l'exercice de certains droits dont le droit à l'éducation, le droit à la santé et le droit à l'eau potable et à l'assainissement. Afin d'aider les prisonniers à exercer ce dernier droit, l'ONUCI a réalisé, en août, un forage d'eau potable à la Maison d'arrêt et de correction de Daloa.

Le projet d'un coût de 10 millions de F CFA comporte une pompe électrique

immergée de 70 m de long et deux grands châteaux d'eau pouvant en permanence fournir le précieux liquide aux détenus, lors des ruptures fréquentes de l'approvisionnement en eau par le service public.

Les autorités administratives, politiques et coutumières des localités bénéficiaires ont exprimé leur reconnaissance à la mission onusienne. « Si l'ONUCI n'avait pas existé au plus fort de la crise, il aurait fallu l'inventer », a estimé le Préfet du département de Ferkessedougou, Jacques Lobognon Koné.

L'ONUCI finance les projets dans le cadre de son mandat pour accompagner le processus de paix en Côte d'Ivoire, contribuer à atténuer les souffrances occasionnées par la crise et favoriser l'apaisement, en prélude à la période électorale.

Parfait Kouassi

Fréquences ONUCI FM

ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0, BANGOLO 91.1 • BONDOUKOU 100.1, BOUAKÉ 95.3
BOUNA 102.8, BOUNDIALI 90.0 • DABAKALA 93.9, DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6, DAOUKRO 94.7 • DUEKOUÉ
91.1 FERKE 104.4 • GUIGLO 93.7, KORHOGO 95.3 • MAN 95.3, ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3
SEGUELA 101.8 • TABOU 95.3 • YAMOOUSSOUKRO 94.4 • ZUENOULA 95.3

Embargo sur les armes,
l'ONUCI veille...
IVOIRIENS PROTÉGÉS

FORMATION ET SENSIBILISATION AUX DROITS DE L'HOMME ET À LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé en août 2009, plusieurs sessions de formation et de sensibilisation aux droits de l'homme ainsi qu'à la lutte contre le VIH/Sida, dans diverses régions du pays.

Dans le secteur Est, la division des droits de l'homme a initié deux formations.

A Touba, 75 éléments des Forces armées des Forces nouvelles (FAFN) et des Forces de défense et de sécurité (FDS), ont bénéficié d'un séminaire visant à les sensibiliser sur les droits de l'homme et à renforcer leur capacités notamment en matière de détention et d'arrestation.

A Vavoua, une cinquantaine de personnes issues de la société civile de la région ont pris part à une formation sur les normes et les principes universels en matière de droits de l'homme liés aux élections. Il s'agissait, selon le responsable du bureau régional des droits de l'homme de Daloa, Omer Kalameu, de développer les compétences des participants en matière d'observation des élections pour une réaction efficace face aux violations des droits de l'homme liées au jeu



Les forces de sécurité participent massivement aux formations en droits de l'homme © UN / ONUCI

démocratique.

A Abidjan, l'ONUCI a appuyé le Ministère ivoirien de l'Éducation Nationale pour organiser du 20 au 21 août, un séminaire national pour informer et sensibiliser les acteurs du système éducatif sur le projet d'introduction de l'enseignement des droits de l'homme à l'école. Environ 150 participants, dont des cadres de l'éducation et de la formation ainsi que des représentants d'ONG internationales et des experts de l'ONUCI ont discuté du projet afin de faire des recommanda-

tions. A l'issue de la rencontre, les acteurs ont préconisé la vulgarisation d'un plan d'action nationale, destiné à assurer la mise en œuvre du Programme Mondial en faveur de l'Éducation aux Droits de l'Homme (PMEDH), adopté par l'Assemblée Générale de l'ONU en 2004.

Dans l'Ouest du pays, les sections droits de l'homme et Vih/Sida de la Mission ont organisé conjointement une formation, le 19 août, pour sensibiliser les détenus et le personnel de la prison civile de Man, sur les infections sexuellement transmissibles (IST) et le VIH/Sida.

Le chargé des affaires correctionnelles de l'ONUCI à Man, Aliou Sow, a indiqué que le but de la formation était de fournir aux détenus de l'information, considérée actuellement comme étant la meilleure arme contre les IST et le VIH/Sida. «Les droits à la vie et à l'information font partie des droits fondamentaux de tout individu, y compris les détenus», a dit M. Sow.

Tous les acteurs ont unanimement salué les initiatives de l'ONUCI en faveur de la promotion et de la vulgarisation des droits de l'homme et de la lutte contre le VIH/Sida

Juliette Amantchi



Exercice pratique des soldats lors d'un séminaire © UN / ONUCI

LES SOLDATS DE L'ONUCI AU SECOURS DE VICTIMES D'UN ACCIDENT DE LA ROUTE A DUEKOUÉ

Les casques bleus marocains de l'ONUCI ont porté secours aux victimes d'une collision entre deux minibus, survenue le 25 août, peu après 19 heures, près de Duekoué (environ 500 km à l'Ouest d'Abidjan).

Les 20 occupants des véhicules ont été blessés, dont trois grièvement, dans la collision.

Les soldats marocains, informés de l'accident, ont dépêché sur les lieux du drame deux ambulances et une équipe médicale qui a fourni les premiers soins aux blessés avant de les évacuer vers l'hôpital général de Duekoué. Les casques bleus ont aussi facilité, jusque tard dans la nuit, la circulation d'autres véhicules afin d'éviter que l'obstruction



Une victime d'un accident assistée par des soldats de l'ONUCI © UN / ONUCI

causée par l'accident occasionne d'autres tragédies.

Les casques bleus de l'ONUCI portent

régulièrement secours aux victimes d'accidents de la route.

Joseph Wabatinga

LES SOLDATS BANGLADAIS DE L'ONUCI OFFRENT DES SOINS MÉDICAUX GRATUITS À SANGOUINÉ

Le bataillon bangladais de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) basé à Man a organisé, le 6 août, une séance de soins médicaux gratuits à Sangouiné, à environ 30 km de Man (ouest).

Plus de 400 habitants de la localité ont participé à la séance et ont été soulagés de divers maux comme le paludisme, la fièvre, les infections et les maladies virales et corporelles.

L'adjoint au maire de Sangouiné,

Maurice Koulai, a salué l'action des casques bleus de l'ONUCI. C'est « un véritable soulagement pour la population démunie », a-t-il indiqué.

Afin de contribuer au bon déroulement de l'opération, le médecin de l'hôpital de Sangouiné a détaché une aide soignante pour assister l'équipe du bataillon bangladais.

Le bataillon bangladais déployé à Man, en novembre 2008, a organisé, depuis début 2009, quelque huit opérations de soins médicaux gratuits, dans plusieurs localités de l'Ouest. Ces casques bleus ont aussi apporté diverses formes d'assistance comme l'aide à la population pour circonscrire l'incendie du marché de Zouan Hounien et la réalisation de 7 projets à impact rapide dans les régions des 18 montagnes, du Bafing et du Denguélé.



Les soins gratuits sont un réel soulagement pour les démunis © UN / ONUCI

Désiré Dago

L'ONUCI REMET EN ÉTAT LE SITE DU CENTRE DE STOCKAGE DU MATÉRIEL ÉLECTORAL À YAMOUSSOUKRO

Le génie militaire du contingent pakistanais de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a réalisé, du 4 au 13 août 2009, des travaux de remise en état du centre de stockage du matériel électoral de la Commission Electorale Indépendante (CEI) de Yamoussoukro.

Les travaux ont consisté à niveler le site, sur une superficie d'un hectare et à poser des fils de fer barbelés sur un périmètre de 400 mètres carrés.

L'initiative du contingent pakistanais, basé à Yamoussoukro - située à 240 kilomètres au nord d'Abidjan - répond au souci d'aider à la sécurisation du centre de stockage du matériel électoral des régions centre et nord. Elle fait partie de diverses actions réalisées par l'ONUCI pour appuyer le processus électoral



L'entrepôt de la CEI a été entièrement réhabilité par l'ONUCI © UN / ONUCI

ivoirien. Sur le plan logistique, par exemple, la mission onusienne a aidé à renforcer la mobilité et les capacités de la CEI dans la mise en œuvre et le suivi de l'identification. L'ONUCI a également fait don de groupes électrogènes

à des centres d'identification non électrifiés durant l'opération d'identification et de recensement électoral, qui a pris fin le 30 juin 2009.

Lassila Nzeyimana

L'ONUCI APPORTE SON SOUTIEN LOGISTIQUE À LA CAMPAGNE ANTIPOLIO

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) continue d'apporter son soutien logistique aux autorités ivoiriennes, dans le cadre des Journées Nationales de Vaccination (JNV) contre la poliomyélite, dont la 5^e phase s'est déroulée du 14 au 17 août 2009.

L'ONUCI a assuré le transport - aérien et terrestre - des médecins qui ont supervisé les équipes mobiles de vaccination sur tout le territoire ivoirien. Cet appui de l'ONUCI s'est poursuivi jusqu'au 21 août pour permettre aux superviseurs de procéder à l'évaluation de la campagne.

«Tant que nous aurons de nouveaux cas de poliomyélite, nous continuerons à courir derrière ce virus pour l'éradiquer définitivement de notre pays », a déclaré le Ministre ivoirien de la Santé et de l'Hygiène Publique, Dr. Rémy Allah Kouadio, qui lançait cette 5^e phase de la campagne, le 14 août à Toumodi.

Dans les départements d'Odienné et de Daloa, les véhicules de la mission



La lutte anti-polio continue © UN / ONUCI

onusienne ont transporté les équipes médicales et le matériel dans 41 localités. Le contingent bangladais et la Police des Nations Unies (UNPOL) étaient mobilisés tout au long de ces journées.

La campagne de vaccination a pour but d'immuniser, à l'échelle nationale, près de 6 millions d'enfants. Elle s'inscrit dans le cadre des efforts synchronisés, déployés dans 8 pays de l'Afrique de l'Ouest, dont la Côte d'Ivoire, pour éradiquer le fléau. La Côte d'Ivoire était sur le point d'être certifiée comme pays ayant éradiqué la poliomyélite lorsqu'un cas a été signalé, en décembre 2008, dans le département d'Adiaké, au Sud-Est du pays.

En plus de l'ONUCI, qui a également apporté son soutien logistique aux précédents passages de la campagne, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ainsi que plusieurs autres organisations dont la Croix Rouge de Côte d'Ivoire, le Rotary International et le Center for Disease Control (CDC) d'Atlanta, ont participé aux différentes phases de l'opération.

Malick Faye

L'ONUCI PARTICIPE À LA CÉLÉBRATION DE L'INDÉPENDANCE DE LA CÔTE D'IVOIRE



Un défilé d'écoliers avec des pancartes réalisées par l'ONUCI pour célébrer l'indépendance © UN / ONUCI

L'*'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a participé de diverses manières, à la célébration du 49e anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, le 7 août 2009. La mission a pris part à plusieurs festivités, dont des manifestations sportives et culturelles à travers le pays.*

Des représentants de la mission onusienne ont assisté, dans plusieurs

grandes villes du pays, dont Daloa, aux solennités marquant l'anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Outre l'aspect solennel, la mission a aussi participé aux festivités populaires.

A Man, une équipe de l'ONUCI composée de casques bleus bangladais et de fonctionnaires civiles a disputé un match de gala avec les jeunes du centre de formation de football Makindé FC. Les autorités locales

et la population ont assisté à ce match, dont le but était de rendre hommage à l'ONUCI pour ses actions dans la région.

A Divo, 37 coureurs dont 7 représentants de l'ONUCI, ont participé à un mini-marathon de 3 km. La manifestation, dédiée à la paix, s'est déroulée en présence des autorités locales et était encadrée par la police ivoirienne et par le contingent marocain de l'ONUCI.

Dans la capitale politique du pays, Yamoussoukro, le bataillon pakistanais de l'ONUCI a réalisé des actions humanitaires. Les casques bleus ont offert des denrées alimentaires et de l'eau à la population démunie. « Ce qui est important dans ce geste et ce que l'on doit saluer, ici, c'est le caractère spontané de l'action posée par nos frères pakistanais », a déclaré le Secrétaire général de la Préfecture de Yamoussoukro, Youssouf Traoré. « Plus que la nature du don, c'est l'intention qui compte, celle de s'intégrer à notre fête. C'est cela un bon frère », a ajouté M. Traoré.



Des soldats ont aussi offert des présents aux autorités locales © UN / ONUCI

Parfait Kouassi

LE COMITÉ DE PAIX DE LOGBAKRO INSTALLÉ

Le village de Logbakro, à 7 km de Yamoussoukro, capitale politique de la Côte d'Ivoire, a installé officiellement, le 8 août, un comité de paix dont la mise en place a été soutenue par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

Le comité de paix de Logbakro a pour mission de faire la promotion de la culture de la paix dans le village. Sa mise en place a été soutenue par la division de l'Information Publique de l'ONUCI qui a formé les membres du comité à la culture de la paix.

« Nous avons soutenu la mise en place de ce comité afin d'impliquer chacun dans la mise en œuvre du processus de paix », a expliqué la Chargée de l'Information de l'ONUCI à Yamoussoukro, Lassila Nzeyimana.

Cette action s'inscrit dans le cadre des activités de la mission onusienne pour promouvoir la culture de la paix et encourager la cohésion sociale au sein des communautés locales. Le comité de paix de Logbakro est le premier d'une série dont l'ONUCI entend soutenir l'installation, prochainement, dans la région des Lacs, pour contribuer à l'amélioration du climat social, en prélude aux échéances électorales.

Le village de Logbakro avait accueilli de nombreux déplacés internes, en provenance du Nord et de l'Ouest, lors de la crise de 2002. En dépit d'une



Une vue d'ensemble du comité de paix de Logbakro © UN / ONUCI

relative tranquillité, le village fait face à un défi de cohésion sociale.

« Nous assurerons la promotion de la culture de la paix par des activités socioculturelles et nous travaillerons avec le chef du village pour régler de façon pacifique les conflits qui pourraient surgir dans notre village », a indiqué le président du nouveau comité de paix, Etienne Kouamé. Pour bénéficier de l'adhésion de tous, le comité est composé d'un large éventail d'acteurs du village, a-t-il ajouté. Il comprend notamment, les jeunes, les femmes, les membres de la société civile, les représentants de partis politiques et les membres de la notabilité du village.

« Sans paix il n'y a pas de développement et sans développement il n'y a pas de paix », a déclaré le représentant du maire de Yamoussoukro, Edouard Kouamé, qui présidait la cérémonie d'investiture du comité. M. Kouamé a encouragé les membres du comité et salué l'action de l'ONUCI.

L'ONUCI entend soutenir la mise en place, prochainement, de comités similaires dans les villages de Sahabo, Assanou et Djahakro. L'installation du comité de Logbakro, s'est déroulée dans une ambiance de fête, en présence d'autorités administratives et politiques locales ainsi que des chefs coutumiers de Yamoussoukro.

Lassila Nzeyimana K.

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION

LA "FORCE DE LA PAIX"

SUR LE SITE :

www.onuci.org

L'ONUCI APPUIE L'ETAT IVOIRIEN POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS DE L'HOMME À L'ÉCOLE

Le Ministère ivoirien de l'Éducation Nationale a organisé les 20 et 21 août à Abidjan, avec l'appui de la Division des droits de l'homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) un séminaire national pour informer et sensibiliser les acteurs du système éducatif sur le projet d'introduction de l'éducation aux droits de l'homme à l'école.

Le séminaire a permis d'informer et de sensibiliser les acteurs du secteur de l'éducation et de la formation sur le projet de création d'une discipline intitulée : « Education aux Droits de l'Homme et à la Citoyenneté ». Il fait partie des efforts nationaux pour la mise en œuvre du Programme Mondial en faveur de l'Education aux Droits de l'Homme (PMEDH), adopté par l'Assemblée Générale de l'ONU en 2004.

Au terme des travaux, les acteurs ont indiqué s'être approprié le plan d'action national et en ont préconisé une large diffusion. La centaine de participants au séminaire a aussi recommandé notamment, l'édition d'un document synthétique sur les instruments de protection des droits de l'homme destiné à l'information des membres du comité national qui assure la réalisation du PMEDH.

« Je voudrais exprimer la satisfaction



L'ONUCI et le gouvernement partagent le souci de promouvoir les droits de l'homme © UN / ONUCI

de l'ONUCI pour les avancées enregistrées », a déclaré, lors des travaux, Guillaume Ngefa, le Chef adjoint de la Division des droits de l'homme de l'ONUCI. M. Ngefa a souligné les actes concrets posés par les ivoiriens, en collaboration avec l'ONUCI pour finaliser et adopter un plan. Il a aussi exhorté les acteurs à poursuivre leurs efforts afin que leur résultat soit une référence régionale.

L'inspecteur de l'éducation nationale de

Côte d'Ivoire, Brahima Fofana, a réaffirmé l'intérêt des autorités ivoiriennes pour la réalisation du programme mondial. « Il est établi que l'éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté contribuent à prévenir les infractions », a expliqué M. Fofana.

Deux experts de la Division des Droits de l'homme de l'ONUCI, Andrea Ori et Vincent Essoh, ont animé des communications, lors du séminaire, pour présenter les instruments et les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux des droits de l'homme.

L'éducation aux droits de l'homme est considérée, depuis plus d'une décennie, comme une priorité par la communauté internationale, dans le cadre du PMEDH. Les efforts des autorités ivoiriennes visent à réaliser l'objectif du programme mondial dont la mise en œuvre en Côte d'Ivoire avait accusé un retard.

Parfait Kouassi

